



Madame Nicole BELLOUBET
Ministre de l'Éducation nationale et de la Jeunesse
110 rue de Grenelle
75357 Paris SP 07

Paris, le 10 juillet 2024

Réf : PB/AT/07-2024/02

PIERRE BARROS

**SENATEUR
DU VAL D'OISE**

COMMISSION DE
L'AMENAGEMENT DU
TERRITOIRE ET DU
DEVELOPPEMENT
DURABLE

DELEGATION
SENATORIALE A LA
PROSPECTIVE

CONSEILLER MUNICIPAL
DE FOSSES

CONSEILLER
COMMUNAUTAIRE DE
ROISSY
PAYS DE FRANCE

Madame la ministre,

J'ai été alerté par l'Association des professeurs d'histoire-géographie (APHG) suite à vos récents propos sur la réforme des concours d'entrée pour les futurs professeurs des écoles et ceux des collèges et lycées. Interrogée par France Info, vous avez ainsi déclaré : *« J'espère, dans les jours qui viennent, pouvoir publier un texte, nous attendons aujourd'hui l'avis du Conseil d'État sur ce texte qui mettra le recrutement des enseignants au niveau de la licence avec deux années qui seront rémunérées ensuite pour l'obtention d'un master et qui leur permettront progressivement d'entrer dans la carrière ».*

Comme l'ensemble des professeurs dans notre pays, j'ai été extrêmement surpris par cette déclaration. Alors qu'il ne dispose plus d'aucune légitimité démocratique, votre gouvernement continue néanmoins de prendre des décisions cruciales pour l'avenir de la France. Après la séquence politique des élections législatives, votre gouvernement devrait gérer les affaires courantes : pourquoi donc prendre de telles décisions, qui engageront le prochain gouvernement bientôt nommé ?

La réforme que vous proposez fait l'unanimité contre elle : professeurs et syndicats sont vent debout. Votre projet prévoit de placer le recrutement des futurs professeurs à bac + 2,5, soit l'un des niveaux les plus faibles de toute l'Union Européenne. Par ailleurs, des questions importantes restent en suspens. Quel dispositif sera prévu pour les personnes en reconversion professionnelle seulement titulaires d'une licence, eux qui pourraient perdre beaucoup de pouvoir d'achat durant leurs deux années de formation ? Pourquoi hâter cette réforme, alors que le calendrier est intenable pour les universités chargées de monter à la hâte de nouvelles formations ? Cette réforme, menée à la va-vite, est une nouvelle occasion ratée de redonner de l'attractivité au métier de professeur.

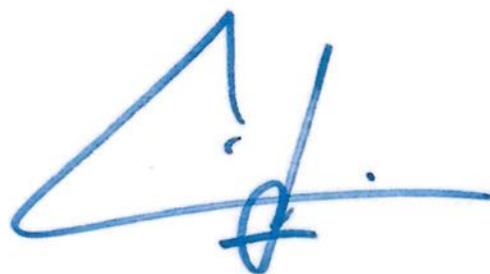
Comme d'autres, je suis persuadé que la réponse à la crise d'attractivité que connaît ce métier n'est pas celle du niveau de recrutement des enseignants. Dans un rapport publié en février 2023, la Cour des Comptes pointait elle aussi d'autres facteurs à l'origine de cette crise : dégradation de l'image de la profession, rémunération peu élevée, conditions de travail compliquées...

Redonner de l'attractivité à ce métier est donc un chantier prioritaire. En effet, les projections de la DARES prévoient le départ à la retraite de 328.000 enseignants d'ici 2030, soit plus d'un tiers du total actuel. Seront-ils remplacés, alors que depuis deux ans tous les postes au concours ne sont plus pourvus, en particulier dans certaines académies, comme celle de Versailles ? Une pénurie durable de professeurs se creuse d'années en années, aux conséquences terribles pour les élèves. Cette situation nous oblige.

Madame la ministre, je vous demande donc urgemment d'adopter un moratoire sur cette réforme. Il faut redonner du temps à l'ensemble des acteurs pour reprendre une discussion apaisée avec le nouveau gouvernement qui sera nommé dans les prochains jours ou les prochaines semaines. L'Éducation nationale n'a pas besoin d'une énième réforme idéologique, mais plutôt d'une réflexion profonde pour rendre à nouveau ses métiers attractifs.

Dans l'attente de votre retour, je vous de bien vouloir agréer, Madame la ministre, l'expression de ma haute considération.

Bien Cordialement,



Pierre BARROS